

AJANews 77 - mars 2009

La bienheureuse Anuarite Nengapeta est une jeune religieuse des Sœurs de la Ste Famille de Kisangani. Elle travaillait à Wamba comme institutrice. Elle est morte en 1964, tuée par le chef rebelle dont elle avait refusé les avances sexuelles. St Louis de Gonzague est un jeune jésuite qui a donné sa vie de manière désintéressée en prenant soin des victimes de la peste mortelle à Rome en 1591. Nous confions à leur intercession le Réseau Jésuite Africain contre le SIDA (AJAN).

CAMEROUN : UN ESSAI

Joseph Désiré Havyarimana SJ est membre de la Région Jésuite Rwanda-Burundi. Il fait sa maîtrise en anthropologie sociale à l'Université Catholique de l'Afrique Centrale de Yaoundé. Une expérience partagée dans AJANews et les écrits d'un anthropologue Camerounais l'ont poussé à réfléchir sur le besoin d'une approche holistique dans la lutte contre le VIH et le SIDA. En dédiant cette publication entière d'AJANews à ses réflexions, nous serons heureux de recevoir vos réactions.

Je ne cesse de me poser des questions sur la prise en compte de ces situations de violences sexuelles dans les perspectives de lutte contre le VIH/SIDA. Peut-on efficacement lutter contre la transmission de ce virus dans de telles situations ? Que deviennent les victimes de telles violences qui se résignent à leur sort en supportant des conséquences d'une situation qu'ils ou qu'elles n'ont jamais choisi ?

Apprendre à poser des questions justes

Depuis longtemps je me pose ces questions, mais plus je lis quelques témoignages et résultats des recherches sur la problématique, plus je me rends compte que je ne suis pas le seul à me les poser. Ainsi, j'ai été très content de lire dans AJANews 70 - août 2008, le témoignage de Winston Mina SJ, médecin des Philippines et alors novice de la Province jésuite du Missouri, qui croyait avoir déjà tout appris sur le VIH et le SIDA mais qui, après avoir travaillé avec AJAN, s'est rendu compte qu'il avait encore beaucoup à apprendre :

Toutes mes nouvelles connaissances mènent à une vérité que je n'avais pas prise en considération auparavant : le SIDA n'est pas seulement un problème médical ; c'est une question complexe de développement et de justice. Pour l'affronter efficacement, il faut aller au-delà des ARV et du CD4. Il faut affronter l'emploi, la distribution du revenu, la disponibilité de nourriture, l'éducation, l'inégalité entre sexes, la sexualité, la disponibilité et la possibilité d'accès aux soins médicaux, la paix, l'ordre et la stabilité politique. Étant donné la complexité du problème, il est impératif que tous les secteurs de la société, et tous les pays du monde, collaborent au contrôle de la pandémie.

Mina pointe du doigt certaines causes structurelles de la pandémie auxquelles toutes les actions de lutte contre le VIH et le SIDA devraient s'attaquer plutôt que de se limiter aux seuls facteurs de transmission de ce virus. En effet, trop souvent l'on peut être amené à croire que la trilogie *abstinence-fidélité-préservatif* est une solution miracle et qu'il suffit d'administrer la recette aux gens pour qu'ils se mettent à l'appliquer. Loin de là. C'est contre une telle illusion que ce témoignage de Winston Mina veut nous prémunir.

En effet, un peu comme le docteur Winston, je croyais avoir appris pas mal de choses sur le VIH et le SIDA, jusqu'au moment où j'ai lu et relu le livre d'un écrivain, anthropologue et professeur d'Université, le professeur Sévérin Cécile Abega (+2008). Abega cherchait à rendre compte des raisons de la persistance des taux élevés de séroprévalence en Afrique et plus particulièrement au Cameroun où il a effectué ses recherches. La pertinence de ses analyses m'a redonné l'intérêt et le goût pour la problématique. Il y aurait avantage à s'inscrire dans une vision à long terme qui vise et fait des recherches pour s'attaquer aux vraies causes de l'expansion de ce fléau en Afrique.

Le présupposé de la maîtrise

Dans son livre intitulé *Les violences sexuelles et l'État au Cameroun* (aux éditions Karthala, 2007), Abega identifie les déterminants sociaux du phénomène ainsi que les facteurs explicatifs de cette pandémie : l'existence d'une activité sexuelle et ses modalités telles que le multi-partenariat, le non usage des préservatifs, la domination de l'homme sur la femme, etc. Tout cela aura abouti à l'élaboration d'outils de sensibilisation en vue de l'adoption de comportements sexuels à moindre risque insistant sur la trilogie abstinence- fidélité- préservatif. Cependant, il y a lieu de craindre que sur le terrain, les résultats des campagnes de sensibilisation basées sur la mise en œuvre de ces outils ne soient limités, ce qui expliquerait par ailleurs la progression des taux de prévalence, étant donné que ces conduites supposent une forte discipline de soi et aussi une maîtrise réelle de son corps. Mais est-on toujours maître de son corps ? Peut-on toujours s'abstenir, être fidèle à un partenaire fidèle même quand on le souhaite de toutes ses forces ? N'a-t-il pas été démontré par exemple que *les personnes qui ont été abusées sexuellement ont plus de risques de s'exposer à des rapports non protégés, à avoir des partenaires multiples et à échanger des relations sexuelles contre de l'argent ou de la drogue ? N'a-t-il pas été prouvé que la violence physique, la menace de la violence ou la peur d'être abandonnées freinent la capacité des femmes à obtenir l'utilisation du préservatif ou à rompre une relation qu'elles perçoivent comme risquée ?* Ainsi, le professeur Abega pense que, en affaiblissant le contrôle individuel sur le corps, les situations d'inégalités par exemple ne permettent pas l'adoption de comportements à moindre risque.

Par ailleurs, les facteurs de la vulnérabilité au VIH/SIDA souvent évoqués (à l'instar de la domination de l'homme sur la femme, de la pauvreté, etc.) ne sont que des causes proches. La première thèse d'Abega est que *la vulnérabilité actuelle à l'infection du VIH ne peut être saisie que comme la manifestation de processus historiques qui s'enchaînent depuis la période qui a précédé la colonisation jusqu'à nos jours.*

La violence sexuelle et l'État

Abega suggère que cette démarche diachronique ne peut être complète sans une approche synchronique qui comprendrait les comportements identifiés comme manifestant un système plus large, à savoir l'État. Il dit que les recherches et observations faites en sciences humaines et en sciences sociales prouvent à suffisance que la violence est endémique dans les relations qui se nouent entre le citoyen et l'État en Afrique. L'auteur précise par ailleurs que c'est l'insertion dans les structures administratives, la reconnaissance comme personnel de l'État qui rendraient violent : *L'on est plus n'importe qui et l'on peut se croire inaccessible et protégé par la machine étatique que l'on sert.* Ce qui pousse à l'exercice de la violence dans l'impunité quasi-totale. Cette violence caractérise donc le personnel soignant et enseignant, autant que les autres cadres de l'État comme les gendarmes, les policiers, les préfets et sous-

préfets, etc. Elle est aussi l'apanage du pouvoir politique ou mieux des gouvernants qui, faute d'une légitimité véritable, cherchent à s'affirmer et à s'assurer la prépondérance par l'exercice de la force ou de la violence. Cela fut le cas dans les premières années de l'indépendance en Afrique et plus particulièrement au Cameroun.

Selon Abega, pareille violence s'avère être un facteur de vulnérabilité sur le plan sexuel. Il affirme haut et fort que la vulnérabilité sexuelle des femmes et des jeunes est manifeste au Cameroun à cause : des pratiques administratives ; des agents de l'État ; des lois qui n'évoluent pas assez vite pour prendre en compte les mutations qui affectent la société ; et d'un système qui a concentré le pouvoir politique et l'argent entre les mains d'une élite urbaine, tout en appauvrissant le plus grand nombre, notamment les masses rurales. Il souligne également que les inégalités jouent ici aussi dans la mesure où *la main qui reçoit est toujours en bas de celle qui donne*, limitant ainsi la possibilité de négociations de rapports d'égal à égal, y compris pour l'exercice et le contrôle de sa sexualité. Enfin, cette violence est aussi celle d'un système bloqué qui code dans le langage de la sorcellerie les évolutions qui semblent remettre en question l'ordre établi, même quand celui-ci est clairement dû à une crise économique et/ou à des valeurs. Inutile de préciser, comme le fait l'auteur lui-même, que ce qui est vrai du Cameroun l'est dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne.

Créer l'Autre

À la question de savoir à quoi sert donc toute cette violence, Abega répond qu'elle sert à *créer l'Autre*. Cet Autre appartient d'abord à l'autre ethnie. Et si l'Autre se distinguait par sa race sous la colonisation et dans les pays d'apartheid, l'on peut dire que le mécanisme se répète de nos jours par l'émergence de nouvelles formes de stratifications sociales. Ainsi, à l'intérieur de l'État, si l'Autre n'est pas de l'ethnie ou de la tribu voisine, il doit se déterminer par des mécanismes de hiérarchisation et de stigmatisation. Ainsi, l'on assiste à la création d'une classe sociale qui s'entoure de privilèges et qui crée l'Autre, en l'occurrence une catégorie sociale qui en est privée. Et l'entreprise est réussie lorsque les mécanismes sont intériorisés par ceux-là même qui les subissent, à telle enseigne que la situation leur apparaît comme normale. Cette intériorisation apparaît également, selon l'auteur, sur le plan sexuel.

Ce qui est dit ci-dessus est convaincant et suggère des pistes de solutions susceptibles de freiner l'expansion de cette pandémie en Afrique, tout en nous prouvant que la problématique de la lutte contre cette pandémie est plus large qu'on ne le pense souvent. Le défi demeure donc celui de chercher davantage les facteurs et les causes qui organisent cette perte du contrôle du corps selon les pays, cela afin de pouvoir redonner aux Africains le contrôle de leur sexualité. Ainsi, si Abega remonte aussi loin à la période précoloniale pour nous faire découvrir comment cette perte du contrôle se décline à travers les époques, Winston Mina pointe aussi du doigt des facteurs importants qui sont susceptibles de perpétuer cette perte du contrôle aujourd'hui. Il suggère qu'il faudrait affronter l'emploi, la distribution du revenu, la disponibilité de nourriture, l'éducation, l'inégalité entre sexes, la disponibilité et la possibilité d'accès aux soins médicaux, la paix, l'ordre et la stabilité politique. En effet, ce sont là autant de facteurs qui créent des inégalités et aggravent la vulnérabilité, tout en livrant ceux qui sont défavorisés à la merci de ceux qui ont assez accumulé et qui en fin de compte sont ceux-là même qui décident quand, où et comment auront lieu les rapports sexuels.

Pas juste un problème médical

Il est grand temps que les acteurs impliqués dans la lutte contre le VIH/SIDA prennent au sérieux les analyses et suggestions des hommes comme Winston Mina et Sévérin

Cécile Abega qui suggèrent de plus en plus que le VIH/SIDA n'est pas seulement un problème médical. Le défi auquel nous nous confrontons est celui de savoir comment redonner aux hommes, femmes et enfants le contrôle de leurs corps dans un monde où les inégalités sont et resteront encore longtemps une réalité. Comment par ailleurs refonder la valeur du respect de soi dans un contexte où le contrôle de la sexualité devient difficile et cesse d'être la préoccupation majeure dans des communautés préoccupées plus par leur survie au quotidien ? Je crois que la conclusion de Winston Mina citée plus haut nous fournit des pistes d'orientation de nos actions. Après tout, le VIH est une question de développement et de justice ; l'un ne va pas sans l'autre et la morale n'y entrerait que pour parfaire ce qui serait déjà parfait.

Et le Dr Winston Mina SJ conclut sa réflexion : *Le SIDA est un problème qui vole aux affligés et affectés leur dignité et leur humanité, diminuant également la nôtre. L'humanité tout entière, avec la grâce de Dieu, est appelée à résoudre ce problème. Et c'est là, peut être, la leçon la plus importante.*

Danielle Vella, rédactrice

Eric Simiyu Wanyonyi SJ et Marcel Uwineza SJ, rédacteurs associés

Michael Czerny SJ, directeur de publication